

# LE BOLGHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

## Iran: pour la révolution prolétarienne !

# Non à la réaction islamique !

Après 38 ans de règne dictatorial, le chah d'Iran a fui le pays. Son régime agonisant ne tenait plus qu'à la pointe des fusils et avec l'aide de l'impérialisme américain. La façade de la "révolution blanche" s'était effritée, révélant une cour avide et corrompue saignant le pays à blanc pour alimenter ses comptes en banque en Suisse. Quant à la classe moyenne technocratique, elle voyait s'envoler en fumée ses rêves de devenir une puissance mondiale avec l'utilisation des millions du pétrole pour l'équipement d'une caste militaire chaque jour plus arrogante. Les tortures de la SAVAK faisaient des victimes dans toutes les couches de la société. Au cours de la dernière année, le chah avait donné libre cours à sa féroce machine de répression qui s'était abattue sans réserve sur la population, assassinant à plusieurs reprises jusqu'à mille personnes au cours d'une seule manifestation.

C'est avec un immense soupir de soulagement et une explosion de joie que les masses iraniennes ont salué le départ du tyran. Le chah était en fuite ! Mais les confrontations en Iran sont loin d'être terminées pour autant. Le chah parti, l'unité artificielle d'une opposition allant de guérillistes "marxistes-léninistes" jusqu'à une hiérarchie religieuse hyper-réactionnaire doit s'effriter rapidement. Déjà, des attaques violentes ont eu lieu de la part des mullahs contre des manifestants laïques qu'ils considéraient comme communistes. En l'absence d'une direction révolutionnaire mobilisant la classe ouvrière, la direction dominante reste cependant celle des religieux chiites, ouvrant la voie à l'éventualité d'une "République islamique" dont l'ins-

tauration porterait un coup terrible aux aspirations démocratiques des masses iraniennes.

Le gouvernement Bakhtiar a en tous cas peu de chance de se maintenir au pouvoir. Dans cette situation politique instable, tous les yeux sont tournés vers l'armée : les spéculations sont ouvertes au sujet d'un éventuel coup d'Etat en faveur du chah, ou de la prise du pouvoir par des officiers loyaux à Khomeiny. Les innombrables appels lancés par le dirigeant chiite à l'armée, et plus particulièrement aux jeunes officiers, dessinent à l'horizon l'éventualité d'une solution à la pakistanaise : l'établissement d'une dictature brutale à la pointe des baïonnettes des "soldats de l'Islam".

### Le rôle clé du prolétariat iranien

Plus que jamais, les marxistes doivent lutter pour un axe prolétarien indépendant opposé au programme social réactionnaire de l'opposition religieuse. C'est une question de vie ou de mort pour le prolétariat iranien. C'est la classe ouvrière iranienne qui a détruit la capacité du chah à régner. Les grèves répétées des travailleurs du gouvernement, des transports, des communications, des banques, mais surtout de l'industrie pétrolière, ont eu un effet puissant sur l'économie iranienne. L'immense impact de la grève du pétrole, qui a été le facteur décisif pour saper le régime Pahlavi, a indiqué l'importance de l'Iran pour la lutte de classe au Moyen-Orient. Une révolution prolétarienne en Iran pourrait être le signal d'une insurrection ouvrière dépassant tous les antagonismes

*suite page 2*

**Pourquoi une Assemblée  
constituante révolutionnaire? ... p. 8**

nationaux et religieux au Proche-Orient et au Moyen-Orient.

Mais le prolétariat iranien n'a malheureusement pas d'expression politique indépendante. Des décades de trahisons stalinienne et de brutale répression du chah ont laissé la classe ouvrière sans direction. Au lieu de se présenter comme une alternative aux mullahs, elle a été entraînée dans l'orbite de la hiérarchie religieuse. Ce sont les ouvriers du pétrole qui ont été un élément crucial dans la chute du chah, mais sans un parti trotskyste d'avant-garde sachant arracher les exploités et les opprimés à l'emprise des mullahs, c'est une dictature théocratique et violemment anti-ouvrière qui sera portée au pouvoir. On peut imaginer trop facilement comment Khomeiny entend traiter toute organisation de gauche en se reportant à l'exemple de l'Indonésie où, en 1965, les prêcheurs musulmans collaboraient avec l'armée pour exterminer un demi-million de militants, travailleurs et paysans, annihilant d'un seul coup le plus grand parti stalinien existant dans un pays capitaliste.

Les appétits de Khomeiny envers une suppression de la gauche ont été maintes fois exprimés. Il a promis que "(...) la presse sera libre, sauf pour les articles qui seraient nuisibles à la nation" (*New York Times*, 11 janvier), et déclaré dans une interview que des partis "travaillant pour la domination de pouvoirs étrangers" seraient interdits. Il est évident que les staliniens pro-Moscou du parti Toudeh ne sont pas les seuls visés ; ceux qui placent la lutte de classe avant l'"unité nationale" sont les premiers menacés. Les attaques contre des manifestants de gauche, perpétrées par les adeptes de Khomeiny ces derniers temps, en sont une illustration.

### Khomeiny: patriarche de la réaction musulmane

Le programme concret de l'opposition chiite est purement et simplement la réimposition de la loi coranique et le retour au moyen-âge. Le chah, pour jouer au "modernisateur progressiste", avait accordé certains droits démocratiques aux femmes (tout en maintenant évidemment les lois de la famille patriarcale musulmane qui accordent aux pères et aux maris le droit de vie et de mort). Les mullahs considèrent même ces mesures bidon comme inacceptables, et

veulent exclure les femmes de toute vie publique. Dans une "République islamique", l'esclavage légal des femmes, symbolisé par le voile, serait renforcé. Le mot d'ordre des mullahs "Le voile ou la mort" dit bien ce qu'il veut dire. Sous la pression des mullahs, une loi qui établit la peine de mort pour l'avortement a été déposée au Majlis, Parlement croupion !

Toute l'ampleur du caractère réactionnaire de l'intégrisme islamique est illustrée par un livre basé sur des conférences de Khomeiny lors de son exil en Irak, et qu'il n'a jamais désavoué, *Gouvernement islamique* : "Puisque le gouvernement islamique est un gouvernement de la Loi, c'est l'expert religieux et personne d'autre qui devrait s'occuper des affaires du gouvernement."

Dans la lignée de siècles de pratique musulmane chiite, Khomeiny dénonce les juifs, les chrétiens et la secte Bahai, et se fait l'écho des réactionnaires islamiques de par tout l'Orient : "Nous voulons un dirigeant qui couperait la main de son propre fils s'il vole, et qui fouetterait et lapiderait son proche parent s'il fornique." Un recueil de discours publié en perse en 1975, *Khomeiny et le mouvement*, ne contient pas seulement une polémique contre l'autorisation des femmes à travailler, mais chante les louanges de l'armée iranienne :

"J'étends la main de la fraternité sur eux pour le salut de l'Islam et de l'Iran. Je sais que leurs coeurs sont perturbés par la capitulation devant Israël et qu'ils ne seront jamais satisfaits que l'Iran soit écrasé sous la botte des juifs."

Mais Khomeiny ne fait pas que parler, et ce sont avant tout ses *actions* qui donnent la mesure du caractère intégriste réactionnaire de son mouvement : les cortèges de femmes voilées dans les manifestations, les attaques innombrables contre des cinémas, des cafés et des banques "du péché".

En 1953, les mullahs mobilisèrent le lumpen-prolétariat de Téhéran pour soutenir le coup d'Etat inspiré par la CIA contre Mossadegh. A l'époque, les mullahs préféraient la monarchie au nationaliste bourgeois qu'ils trouvaient "conciliant" envers le communisme. C'est lorsque le chah, dans sa tentative de résoudre la contradiction entre les structures féodales de l'Iran et l'énorme expansion du capital, décida d'exproprier une partie des terres appartenant à l'Eglise et de réduire certains de ses privilèges, et



Les manifestants anti-chah en prière lors d'une manifestation dirigée par les mullahs à Téhéran.

lorsqu'il proclama le droit de vote des femmes, que la hiérarchie musulmane "découvrit" qu'il était un "tyran".

Le chauvinisme perse et la xénophobie aveugle des mullahs promettent aux minorités nationales et religieuses un avenir tragique. Les Kurdes et les Béloutches, qui ont souffert sous la férule du chah, ne seraient pas moins opprimés sous la "justice islamique", puisqu'ils sont nombreux à être des sunnites plutôt que des chiites. La porte est ouverte à un renouvellement des pogroms de 1944-46 qui comprirent des attaques contre les Bahais à Shah Rud, les juifs à Meched, les Zoroastriens à Kriman et les Arméniens en Azerbaïdjan.

En résumé, le mouvement de Khomeiny veut l'esclavage des femmes, la restitution des terres à l'Eglise, l'expulsion des travailleurs étrangers, l'oppression des minorités nationales : bref, le retour au VIIe siècle, à l'Hégire.

Non, Khomeiny n'a décidément rien d'un père Gapone, ce prêtre russe qui se trouva en 1905 à la tête d'une manifestation ouvrière qui allait servir de détonateur à l'insurrection. En 1905 en Russie, il s'agissait d'un mouvement fondamentalement prolétarien. Le personnage de Gapone, porté à la tête de ce mouvement pendant quelques jours par les hasards de l'histoire, perdit rapidement toute influence et ne représenta pas d'obstacle à l'organisation indépendante du prolétariat. Khomeiny n'est pas un individu isolé ; il est un chef d'Eglise qui représente toute l'autorité de la hiérarchie chiite, et a réussi à entraîner derrière lui les masses dans un mouvement profondément réactionnaire dont il détermine le caractère politique.

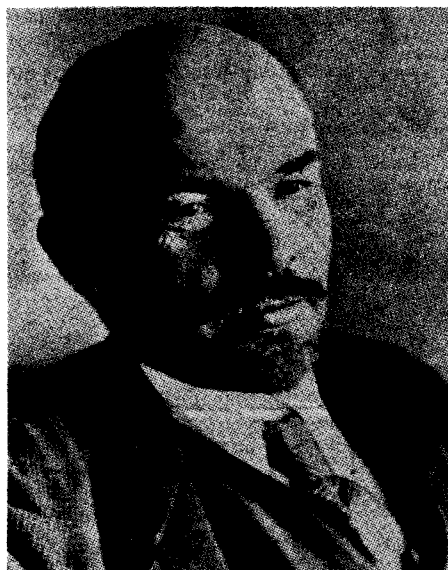
### Les pseudo-trotskyistes prosternés devant les mullahs

Cela n'a pas empêché les opportunistes pseudo-marxistes de se prosterner à qui mieux mieux devant l'opposition religieuse. Cette fois-là, pourtant, les adeptes de la révolution par étapes n'avaient même pas l'excuse habituelle de capituler devant le libéralisme bourgeois : ils se sont faits purement et simplement les apologistes de la réaction musulmane, d'un retour à la nuit des temps.

Les pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié et du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, notamment, ont joint leurs voix au chœur enthousiaste sur les manifestations musulmanes. Dans *Inprecor* n° 43 du 18 janvier, les pablistes s'efforçaient de nier tout caractère réactionnaire des mullahs :

"Le régime iranien affirme que l'opposition chiite à la 'révolution blanche' est due à son arriération, à son opposition à la libération de la femme et à la réforme agraire. Il est vrai que de nombreux chefs religieux considèrent ces réformes comme érodant les 'valeurs islamiques'. Mais ce qui était au premier rang de leurs récriminations n'était autre que la liquidation de l'indépendance de l'Iran en faveur de l'impérialisme."

Quant au mouvement des masses mobilisées derrière Khomeiny, il n'a "rien à voir avec la religion en tant que telle, encore moins avec une religion réactionnaire". Si le ton de la Ligue communiste révolutionnaire a quelque peu changé depuis le départ du chah, c'est la simple expression de leur crétinisme étagé : il fallait aider les mullahs à le chasser avant d'exprimer la moindre réticence par rapport à eux... Il est vrai aussi que les attaques brutales des religieux



## Lénine contre les mullahs

"Quant aux Etats et nations plus arriérés, (...) il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit : (...) La nécessité de lutter contre le clergé et les autres éléments réactionnaires et moyenâgeux qui ont de l'influence dans les pays arriérés ; la nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mullahs, etc ; (...) l'Internationale communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire ; (...)."

— "Ebauche des thèses sur la question nationale", *Oeuvres complètes*, tome 31

contre la gauche deviennent de plus en plus difficiles à ignorer.

Quant au Socialist Workers Party (SWP), maintenant qu'il existe en Iran une opposition bourgeoise au chah, il néglige de mentionner qu'il y a un peu moins d'un an, il polémiquait contre le mot d'ordre de "A bas le chah" qu'il qualifiait d'ultra-gauche, pour pouvoir faire bloc avec "sa" bourgeoisie libérale. Aujourd'hui qu'il peut se mettre à la traîne d'un mouvement priant Allah, le SWP compare Khomeiny à Gapon pour



Khomeiny accueilli par son escorte militaire à son arrivée à Téhéran

déclarer qu'il faut "gagner la direction d'un tel mouvement en y participant et en l'aidant à avancer la lutte pour ses revendications (...)" (*Militant*, 8 décembre 1978).

L'Organisation communiste internationaliste (OCI), elle non plus, ne reste pas en arrière dans cette course à la capitulation. Au sujet d'un retour de Khomeiny en Iran, *Informations Ouvrières* n° 884 écrivait :

"Etant donné la place qu'occupe le dirigeant chiite aujourd'hui, indépendamment des objectifs politiques qui sont ceux de la hiérarchie religieuse, la perspective de son retour, liée au combat pour balayer Bakhtiar, agit comme un élément de centralisation de l'activité révolutionnaire des masses." [souligné par nous]

Les chasseurs de curés de l'OCI ne résistent décidément pas aux ayatollahs quand il s'agit de la révolution par étapes !

### Pour une alternative prolétarienne!

Seule la tendance spartaciste internationale a su s'opposer dès le début à la fois au chah et à l'opposition religieuse, et mettre en avant une perspective révolutionnaire. Nous n'avons cessé d'insister sur le fait que les mullahs luttant pour un Etat théocratique ne feraient rien pour mettre en cause les fondements de l'oppression et de l'exploitation des masses iraniennes, et qu'ils ne représentent même pas une alternative démocratique par rapport au chah.

En l'absence d'une réelle direction prolétarienne, c'est la réaction islamique qui a su profiter de la haine universelle contre la dictature Pahlavi. La question cruciale en Iran est de construire une alternative révo-

lutionnaire qui arrache les masses exploitées et opprimées à l'influence des mullahs.

La soif de justice et de vengeance des masses contre les hommes de main du chah pourrait être un moyen pour les révolutionnaires de les scissionner de leurs dirigeants religieux. Ainsi, les mullahs et le Front national ont réprouvé les attaques qui ont explosé contre des agents de la SAVAK. L'ayatollah Taleghani, lié au Front, a proposé de sauver les agents de la SAVAK d'un jugement populaire en les amenant devant un "tribunal islamique". Et Khomeiny lui-même condamnait les actions des masses en colère, mettant en garde contre "la tentative de créer une panique qui pourrait justifier un coup militaire" (*Washington Post*, 12 janvier).

Les mullahs ne savent que trop que les mobilisations populaires en cours contre la SAVAK vont à l'encontre de la construction de leur propre justice, et de leur maintien de bonnes relations avec le corps des officiers. Des tribunaux populaires pourraient être le début d'un double pouvoir révolutionnaire dirigé à la fois contre la hiérarchie religieuse et le corps des officiers. Pas d'interférence des mullahs ou des soldats dans la vengeance populaire contre les assassins de la SAVAK !

La lutte pour des mesures démocratiques comme l'abolition de la SAVAK, la fin de la loi martiale et l'établissement d'une Assemblée constituante laïque souveraine en Iran doit être combinée à la stratégie de la révolution prolétarienne. Le prolétariat révolutionnaire doit s'établir comme tribune de tous les opprimés, car ce n'est que quand il prendra le pouvoir que des tâches démocratiques comme le droit à l'autodétermination des minorités nationales, la terre à ceux qui la travaillent, la pleine égalité des femmes et l'émancipation nationale pourront être réalisées.

Que notre position unique d'opposition à la fois à la dictature du chah et au clergé islamique est la seule communiste, cela a été reconnu récemment par une source inattendue. Dans une interview à la BBC, Ibrahim Yazdi, l'un des adjoints de Khomeiny, déclarait que les communistes ont pour mot d'ordre "A bas les mullahs ! A bas le chah !". Mais en réalité, les tendances soi-disant "communistes" — le Toudeh pro-Moscou, les maoïstes et les pseudo-trotskyistes — sont toutes à la traîne de l'opposition islamique. Avec l'instinct de classe qui est parfois propre aux réactionnaires, le porte-parole de Khomeiny comprend que le véritable communisme signifie "A bas les mullahs" tout autant que "A bas le chah". L'une des tâches centrales d'un parti trotskyste iranien, section future d'une Quatrième Internationale reforgee, est de combattre toutes les formes de domination bourgeoise sur les ouvriers et les paysans, et parmi elles, en particulier, l'intégrisme islamique. ■

# SPARTACIST

BRITAIN

Mensuel de la  
Spartacist League/Britain

Abonnez-vous! Prix: 20F (12 numéros)

Le Bolchévik B.P. 42109 75424 Paris Cédex 09

## Avec la complicité de l'IMG

# Le CARI appelle les flics contre la Spartacist League/Britain

Capitulant devant le "mouvement des masses" et guidés par une conception de la révolution par étapes, les centristes et réformistes de tous bords se sont mis à la traîne de l'opposition religieuse en Iran — opposition qui ne représente même pas la "démocratie" bourgeoise, mais purement et simplement la noire réaction de l'Islam et le retour au VIII<sup>e</sup> siècle.

Seule la tendance spartaciste internationale a vigoureusement dénoncé l'obscurantisme religieux Khomeiny. Dès le début de la crise en Iran, nos camarades partout dans le monde avançaient le mot d'ordre "A bas le chah ! A bas les mullahs !" et la perspective d'une lutte révolutionnaire du prolétariat iranien. Partout, des incidents et des attaques sont venus témoigner de l'hostilité que nous attirait cette position unique de la part de tous ceux qui se prosternaient devant Khomeiny.

Le Committee against repression in Iran (CARI) en Angleterre a donné un exemple extrême de cette peur de la "gauche" d'être confondue avec ceux qui combattent résolument toute illusion dans les mullahs. Justifiant dans un tract l'exclusion de nos camarades de la Spartacist League/Britain (SL/B) d'une manifestation le 2 décembre dernier à Birmingham, le CARI écrivait :

"(...) Le mot d'ordre 'A bas le chah, à bas les mullahs' qui a été avancé par la Spartacist League est incompatible avec une participation à cette manifestation. Nous pensons que ceux qui soutiennent ce mot d'ordre ne devraient pas participer à cette manifestation parce que : a) Ce mot d'ordre contredit notre but de nous solidariser avec tous ceux qui combattent le régime du chah b) Ce mot d'ordre met à égalité les dirigeants de l'opposition religieuse, dont beaucoup ont souffert d'une répression brutale aux mains du régime, avec le chah lui-même.

"C'est donc l'opinion du CARI de Birmingham que le mot d'ordre 'A bas les mullahs' est un mot d'ordre réactionnaire qui ne devrait pas être autorisé dans cette manifestation, et dont le CARI se dissocie complètement (...)."

Dans son suivisme frénétique par rapport à Khomeiny, le CARI n'a pas hésité à appeler la police pour exclure nos camarades de la SL/B. L'International Marxist Group (IMG), section anglaise du Secrétariat unifié, s'est ouvertement fait complice de cet appel à l'Etat bourgeois : cette utilisation de la police contre une organisation ouvrière a eu lieu en présence d'un grand cortège de l'IMG ; un membre de sa direction était là lorsque les responsables du CARI se sont plaints aux flics de la présence de la SL/B, et pas



Spartacist Britain

### La manifestation du 17 décembre à Londres

un mot n'a été dit en défense du droit de la SL/B à participer à la manifestation. L'IMG, qui constitue une composante importante du CARI, s'est bien gardé de se démarquer du tract en question.

Face à cette violation de la démocratie ouvrière motivée par une capitulation totale devant la réaction islamique, la SL/B a réussi à obtenir pour la manifestation du 17 décembre, organisée par le CARI, la signature de l'International Communist League, de Workers Power, de la Workers Socialist League, et plus tard du Socialist Workers Party de Birmingham, pour une déclaration dénonçant l'appel à la police et soutenant le droit de la SL/B à participer à la manifestation.

Lors du rassemblement du 17 décembre, le CARI et l'IMG ont répété leur politique criminelle. Un représentant du CARI prit la parole pour qualifier de "réactionnaire" le mot d'ordre "A bas le chah, à bas les mullahs", suscitant une attaque contre le cortège de la SL/B aux cris de "Dehors les spartacistes!". L'IMG eut beau crier "pas d'exclusion dans le mouvement ouvrier" : ce fut bien son service d'ordre qui se chargea de séparer le cortège de nos camarades du reste de la manifestation, offrant ainsi à la police toutes facilités pour isoler et persécuter la SL/B — cette même police qui, en novembre, avait attaqué une manifestation du CARI et arrêté l'un des participants.

Cette alliance pourrie du CARI avec la police et la complicité de l'IMG donnent toute la mesure de leur trahison : pour mieux se mettre à plat ventre devant des dirigeants religieux déterminés à combattre par tous les moyens la perspective d'une révolution prolétarienne en Iran, tout est bon contre les communistes — même l'intervention des flics qui met en danger l'ensemble des organisations ouvrières et des militants iraniens.

# L'OCI refuse de lutter contre la circulaire Bonnet

Dans cette période de politique "d'austérité" et d'attaques violentes contre la classe ouvrière de la part de la bourgeoisie, la rentrée scolaire et universitaire a, elle aussi, été marquée par toute une série de mesures brutales visant à mieux adapter l'éducation nationale aux besoins du capital. La réduction du budget, le démantèlement de Vincennes, les attaques contre les professeurs d'éducation physique et la circulaire Bonnet, pendant universitaire aux mesures Stoléru contre les travailleurs immigrés, en sont des exemples.

Face à cette offensive généralisée du gouvernement contre tout le secteur de l'éducation, les bureaucrates n'ont pas ménagé leurs efforts pour éviter une riposte unie et efficace des étudiants et des enseignants. Parmi ceux qui soutenaient ces efforts, l'Organisation communiste internationaliste (OCI) figure en bonne place.

La politique de l'OCI autour de la circulaire scélérate de Bonnet est un exemple criant de ce refus de lutter contre les attaques généralisées du gouvernement. Cette circulaire impose aux étudiants étrangers, pour leur inscription en faculté, une préinscription depuis leur pays d'origine, des ressources d'au moins 8.000 francs et toute une série d'autres restrictions, dont une consultation obligatoire du fichier d'opposition.

Face à de telles mesures, des trotskystes implantés dans les facultés auraient appelé à une grève nationale étudiante pour abroger la circulaire Bonnet, et cherché à faire le lien avec les enseignants pour une lutte commune qui s'imposait contre l'ensemble des attaques de la bourgeoisie contre l'éducation nationale. Ils auraient également recherché pour cette lutte le soutien des travailleurs de l'industrie.

Mais les divers réformistes et centristes à l'université n'ont manifesté aucun intérêt pour une mobilisation contre les attaques du gouvernement. Tandis que les staliniens se contentaient de s'engager dans des manoeuvres au sein des conseils d'université, les centristes de la Ligue communiste révolutionnaire et de l'OCI cherchaient à faire pression sur l'administration pour tenter d'atténuer les conséquences de cette circulaire. L'OCI, en effet, se souciait bien peu des étudiants immigrés : elle n'a vu dans la circulaire Bonnet qu'un moyen de réaliser ses appétits organisationnels et stalinophobes. Toute sa "campagne" a consisté à collectionner des signatures pour une pétition nationale exigeant... que le président de l'université de Villetaneuse inscrive les étudiants étrangers de... sa faculté ! Les étudiants immigrés dans toutes les autres universités n'avaient qu'à se débrouiller, l'OCI ne visait que cette cible unique — parce que son président, Josefowics, était un stalinien.

Dans sa frénésie à vouloir "démasquer" un stalinien coûte que coûte, l'OCI, à travers ses responsables de l'UNEF-Unité Syndicale, n'a pas hésité, lors d'une AG le 31 octobre, à demander à ce serviteur de l'Etat bourgeois : "Prenez vos responsabilités

en tant que syndiqué" — montrant ainsi tout le cas que fait l'OCI de la position trotskyste d'exiger l'expulsion des fonctionnaires d'autorité des syndicats.

Lorsqu'au début novembre Josefowics accorda des cartes "provisoires" à des étudiants étrangers, l'OCI cria à la "grande victoire" et l'affaire fut close pour elle. Peu lui importait que ces cartes n'engageaient pas nécessairement le rectorat à reconnaître les inscriptions, ne seraient pas nécessairement valables pour obtenir des cartes de séjour, pourvu que son opération ait réussi en apparence ! Peu lui importait de lutter, alors même qu'elle en avait les forces, pour l'abrogation de la circulaire !

Il n'existe pas de groupe de jeunesse social-démocrate significatif dans les universités françaises, mais l'OCI a réaffirmé à travers cette trahison qu'elle est capable d'utiliser ses militants pour combler ce vide. J.-C. Cambadelis, président de l'UNEF-Unité Syndicale, confiait récemment à *Force Ouvrière* : "Comme vous, à Force Ouvrière, notre UNEF-Unité Syndicale sait que son efficacité dépend de son indépendance à l'égard du pouvoir et des partis (...). Notre syndicalisme joue pleinement son rôle, il s'est élargi, il est démocratique, il est efficace. Nous avons toutes ces choses en commun avec vous." (*Force Ouvrière*, janvier 1979).

Oui, sur la base de leur trahison des étudiants immigrés, ces apprentis bureaucrates peuvent affirmer : "Et je pense que notre combat d'aujourd'hui nous prépare aux responsabilités syndicales de demain" (*ibid.*). Mais la tâche des trotskystes dans les facultés n'est pas de dévier les sentiments antistaliniens dans la jeunesse vers la social-démocratie, mais de recruter les meilleurs éléments de la jeunesse au programme trotskyste, contre les réformistes staliniens et sociaux-démocrates et leurs alliés centristes, pour la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale. ■

UNE SERIE DE COURS DE FORMATION  
DE LA  
LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

**LA LUTTE  
POUR LE PARTI  
TROTSKYSTE**

Les camarades désirant connaître les dates et lieux de réunion, ainsi que les thèmes des cours peuvent écrire à :

LE BOLCHEVIK

B.P. 42109 75424 Paris Cédex 09

# Pour la révolution politique au Vietnam !

*Nous reproduisons ci-dessous la tribune libre de la Ligue trotskyste de France parue dans Rouge du 27 décembre 1978, dans le cadre du "débat sur les libertés démocratiques au Vietnam" qu'avaient suscité au sein de la Ligue communiste révolutionnaire la guerre vietnamo-cambodgienne et les hauts cris poussés par la presse impérialiste sur les réfugiés fuyant le Vietnam.*

*L'un des documents fondamentaux qu'a sorti le Secrétariat unifié aujourd'hui à la traîne des euro-communistes, Démocratie socialiste et dictature du prolétariat, exige la libération de tous les prisonniers politiques dans les Etats ouvriers déformés et dégénéré (en même temps que la légalisation des partis bourgeois après la révolution). Mais ceux qui ont défilé sous les drapeaux du FNL ont du mal à renier leurs amis d'alors, et cherchent à faire une exception pour le Vietnam.*

*Dans Rouge du 24-25 novembre 1978, Pierre Rousset, non content de défendre la bureaucratie vietnamienne, déclare que la LCR aurait agi comme elle: "(...) quelle que soit la direction qui aurait conduit la révolution à la victoire, l'Etat ouvrier au Sud serait marqué de graves déformations bureaucratiques (...)." Et il écrit: "Demander indifféremment la libération de tous les prisonniers politiques dans le Vietnam d'aujourd'hui, c'est demander à une révolution de se passer la corde au cou."*

*Une partie de la LCR réagit aujourd'hui avec quelque angoisse à ce soutien total aux staliniens vietnamiens. C'est là tout le fond du débat: le SU ne peut qu'osciller entre ses différents appétits, souvent contradictoires d'ailleurs, penchant soit vers le stalinisme, soit vers la social-démocratie. Seule la LTF pouvait avancer la perspective trotskyste de la révolution politique au Vietnam.*

La féroce répression bureaucratique exercée par le régime vietnamien n'a rien de surprenant pour des trotskystes : qu'attendre d'autre, en effet, de la part d'un régime qui a toujours été stalinien ? Elle s'inscrit dans la logique de la liquidation des trotskystes vietnamiens par Ho Chi Minh, tout comme la guerre entre le Cambodge et le Vietnam découle logiquement d'un conflit d'intérêts entre deux "socialismes dans un seul pays" antagonistes. La révolution déformée en Indochine a renversé le capitalisme et mis en place des régimes staliniens, comme dans le cas de la Chine et de Cuba, ainsi que nous l'expliquons dans notre brochure *Pour la révolution politique!*. Les trotskystes ont lutté pour la victoire militaire du FNL et défendent les Etats ouvriers déformés indochinois contre toute attaque impérialiste, mais n'ont jamais donné le moindre soutien politique à la direction traître de Ho Chi Minh. Seule une révolution politique chassant cette bureaucratie et instaurant la démocratie des soviets pourra ouvrir la voie au socialisme en Indochine.

La direction de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), par contre, rencontre des difficultés crois-

santes dans son apologie de la direction vietnamienne qu'elle avait qualifiée de "centriste" et qui avait, selon Pierre Rousset, "assimilé les implications décisives de la révolution permanente". Certains de ceux qui, à l'époque, défilaient aux cris de "Ho-Ho-Ho Chi Minh" et saluèrent les nouveaux Etats ouvriers déformés en réclamant "deux, trois, plusieurs Vietnams" se sentent aujourd'hui obligés de nuancer leur enthousiasme, comme le montrent les timides critiques de Nikita et Sandor qui ne représentent de leur part qu'une capitulation devant la pression croissante de l'opinion publique bourgeoise. Ils se gardent pourtant bien de poser les questions cruciales et restent dans le cadre tracé par Pierre Rousset : refus de caractériser la bureaucratie vietnamienne comme un régime stalinien, au même titre que les régimes au pouvoir en URSS, en Chine et à Cuba, et refus d'appeler à la révolution politique. Les pablistes qui avaient jadis été jusqu'à abandonner leurs propres camarades pour mieux courtiser le "marxiste instinctif" Ho Chi Minh continuent leur politique de capitulation devant la direction stalinienne. Les articles de *Rouge* sur la guerre entre le Cambodge et le Vietnam prennent implicitement, de façon plus ou moins voilée, la défense du Vietnam dans ce conflit opposant deux Etats ouvriers déformés. Le texte de Pierre Rousset, publié dans le cadre de ce débat sur les "libertés démocratiques au Vietnam" (*Rouge* n° 799), n'est qu'une longue plaidoirie visant à minimiser et à excuser les crimes de la bureaucratie. Quant au texte du Groupe trotskyste vietnamien (*Rouge* n° 798), il est franchement cryptostalinien : assimilant tous les prisonniers politiques à des collaborateurs de l'impérialisme, le texte considère que la seule erreur du PCV est d'avoir "fait des promesses [d'une politique de pardon] qu'il ne pouvait tenir", et conclut en demandant à Hanoi de "couper court à des rumeurs qui ne peuvent manquer

*Suite page 14*



Le 6 novembre 1972 : P. Rousset (LC), W. Burchett, L. Van Sinh (RDV), Hoynh Cong Tham (GRP), Photsavang (étudiants Lao), M. F. Kahn, L. Schwartz, Dr Insokan (FUNK), M. Rébérioux, J. Lacouture.

**P**ourquoi une Assemblée constituante révolutionnaire ? Quand et dans quelles conditions des révolutionnaires doivent-ils mettre en avant cet appel ? Ces questions ont retrouvé une actualité brûlante face aux événements survenus ces derniers mois au Nicaragua, au Pérou et en Iran. Il nous paraît d'autant plus urgent de réaffirmer la position trotskyste à ce sujet que les pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié (SU) et du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI) avancent toujours le mot d'ordre d'"Assemblée constituante" dans le sens d'une conception de la révolution par étapes.

La forme parlementaire de gouvernement, qui est basée sur un électorat atomisé et qui donne un poids égal aux électeurs petits-bourgeois et prolétariens, ne peut être l'organe représentatif de la dictature du prolétariat. Cependant, le prolétariat cherche à rallier autour de lui les masses petites-bourgeoises en étant

L'appel à une Assemblée constituante dans les programmes marxistes n'a rien à voir avec de telles mesures conciliatrices, de même que le mot d'ordre communiste de *révolution* agraire dans les pays capitalistes arriérés diffère fondamentalement des plans libéraux-bourgeois pour une *réforme* agraire. Notre appel à une Assemblée constituante est une, parmi d'autres, des revendications démocratiques révolutionnaires, avancées dans le contexte d'un programme pour la révolution prolétarienne, et qui ne peuvent être réalisées qu'ultérieurement ou simultanément au renversement d'une dictature bonapartiste. Une "Assemblée constituante" sous l'égide d'une junte militaire ou d'un caudillo autocrate est une contradiction dans les termes. Là où de tels schémas sont avancés, les léninistes doivent rendre explicite que leur appel est pour une Assemblée constituante *révolutionnaire*, devant être convoquée par

## Nicaragua, Pérou, Iran, Portugal

# Pourquoi une Assemblée constituante révolutionnaire ?

le meilleur défenseur des droits et aspirations démocratiques. Dans les pays arriérés soumis à un pouvoir autocratique ou bonapartiste militaire, la lutte pour un gouvernement représentatif, démocratique — une Assemblée constituante souveraine basée sur le suffrage universel — peut donc, dans certaines circonstances, être la clé pour rassembler les masses laborieuses derrière le parti d'avant-garde.

D'un autre côté, la revendication d'une Assemblée constituante dans la bouche des divers démagogues contre-révolutionnaires peut facilement prendre une signification très différente. Une opposition bourgeoise timide peut chercher une transition pacifique en négociant un compromis avec l'ancien régime qui pourrait aboutir à un organisme législatif provisoire sous le nom d'Assemblée constituante. Ou bien encore, un régime bonapartiste sous une forte pression et cherchant à devancer un soulèvement populaire pourrait convoquer sa propre "Assemblée constituante" bidon. Même là où sont en vigueur les formes du suffrage universel et la liberté pour tous les partis, le gouvernement au pouvoir peut fortement influencer, sinon déterminer, la composition et le rôle d'une telle Assemblée.

un gouvernement révolutionnaire provisoire surgi d'une insurrection populaire victorieuse.

Dans le cas du Nicaragua, certains des éléments les plus conservateurs de l'opposition anti-Somoza, effrayés par la perspective, puis la réalité d'une révolte populaire massive, ont essayé de conclure un accord retirant le clan dirigeant du pouvoir politique tout en laissant intacts ses biens et son armée privée (la Garde nationale). Quelque temps après, des "élections libres" se seraient tenues pour qu'une nouvelle institution législative remplace l'actuel "Congrès" fantôme. Face à ces plans pour faire sortir en douceur par des accords au sommet le dictateur haf, nous avons avancé le mot d'ordre d'Assemblée constituante révolutionnaire, dans le but de mobiliser la paysannerie et la petite-bourgeoisie urbaine derrière une avant-garde prolétarienne dans la lutte pour écraser le régime de Somoza. En même temps, nous appelions à un gouvernement ouvrier et paysan basé sur des soviets (voir "Nicaragua in Flames", *Workers Vanguard* n° 215, 22 septembre 1978, et "Mass Graves in Nicaragua", *Workers Vanguard* n° 216, 6 octobre 1978).

Ces revendications sont-elles contradictoires ?



Qu'arriverait-il si l'électorat petit-bourgeois était mobilisé par la réaction, produisant finalement une majorité antirévolutionnaire à l'Assemblée constituante qui s'opposerait à des organes de pouvoir ouvrier ? Les révolutionnaires s'inclineraient-ils simplement devant la "volonté démocratique de la majorité" et dissoudraient-ils leurs soviets ? Au cours de la révolution allemande de 1918-19, lorsque le prolétariat était sous la direction des sociaux-démocrates majoritaires et "indépendants", quelque chose de tout à fait similaire se produisit. Un congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats se tint en décembre 1918 dans le premier élan de la proclamation de la "République socialiste" qui suivit le renversement du Kaiser le 9 novembre. Mais les conseils ouvriers (sous direction réformiste) votèrent d'abdiquer devant l'Assemblée nationale élue un mois plus tard avec une majorité bourgeoise. Et la "démocratie" de cet organe du pouvoir capitaliste n'avait rien de trop libéral : elle fut construite sur les cadavres des milliers d'ouvriers tués au cours de l'"insurrection spartakiste" de janvier 1919 à Berlin (parmi lesquels les dirigeants révolutionnaires Luxemburg et Liebknecht).

Mais ceci n'était pas le programme des bolchéviks qui combattaient pour la démocratie qualitativement supérieure du pouvoir soviétique, représentant les intérêts de classe des travailleurs. Le même conflit entre les institutions des pouvoirs bourgeois et prolétarien s'est présenté même après Octobre 1917 lorsque les socialistes-révolutionnaires (SR), les cadets et les menchéviks ont constitué une majorité à l'Assemblée constituante élue peu après la victoire des soviets à Moscou et Pétrograd. Les bolchéviks ont combattu tout le printemps et l'été 1917 pour des élections à une Assemblée constituante alors que le gouvernement provisoire refusait de les organiser de peur que cela ne conduise à un soulèvement paysan incontrôlable. Mais cette étape a été dépassée lorsque les ouvriers ont pris le pouvoir dans les capitales.

Les bolchéviks n'annulèrent pas simplement les élections car une majorité pro-soviets aurait bien pu émerger dans la vague de la saisie des terres par les paysans. Ceci en retour aurait pu renforcer l'autorité du gouvernement révolutionnaire à Pétrograd et réduire grandement l'effusion de sang d'une guerre civile à l'initiative des généraux blancs qui comptaient sur la religiosité et le culte du tsar des paysans pour aider leur cause. Au lieu de cela, ils demandèrent que comme premier acte l'Assemblée constituante reconnaisse la victoire du pouvoir soviétique. Ce fut uniquement quand la majorité des cadets-menchéviks-SR se refusa à le faire que l'Armée rouge dispersa cette Assemblée.

★ ★ ★ ★

Si l'opposition bourgeoise du Nicaragua n'a pas conclu d'accord avec Washington et Somoza pour une transition pacifique de la dictature fantoche à la démocratie contrôlée par l'Organisation des Etats américains (OEA), la junte militaire péruvienne a déjà conquis son "Assemblée constituante" frauduleuse.

Dans les premières années qui suivirent sa prise du pouvoir en 1968, le régime nationaliste du général Juan Velasco Alvarado avait bénéficié d'un large soutien parmi les masses dû à sa politique de réforme agraire et à quelques nationalisations initiales. Cependant, les fidélités de classe des militaires conduisirent bientôt à des heurts sanglants avec les ouvriers en grève. Lorsque les généraux commencèrent à s'ins-

taller dans l'appareil administratif, la corruption se propagea sur une grande échelle alors qu'une extraordinaire dette étrangère s'accumulait à cause de l'acquisition des tout derniers armements. Le renversement de Velasco en 1975 par un général plus réactionnaire, Morales Bermudez, ternit encore plus l'image "progressiste" de la junte. Aussi, quand, en juillet 1977, le gouvernement péruvien tenta d'introduire un programme d'austérité féroce dicté par les banquiers impérialistes du Fonds monétaire international (FMI), la réponse fut une grève générale massive.

Morales répondit en ordonnant le licenciement de tous ceux qui faisaient de l'agitation en faveur de la grève et appela à une "Assemblée constituante" pour donner au régime militaire une apparence de soutien populaire. La base de la convocation était un "gentlemen's agreement" avec les principaux partis bourgeois et les stalinien pro-Moscou, selon lequel les généraux resteraient au pouvoir jusqu'aux élections de 1980 ou 1981. On pensait qu'une victoire de l'"opposition civile modérée" était garantie par le code électoral péruvien traditionnel excluant les analphabètes qui représentent une grande partie des paysans et de la population pauvre des villes. A la suite du scrutin, la junte aurait les mains libres pour rétablir sa crédibilité financière auprès du Pentagone et de Wall Street en imposant les plans du FMI prévoyant des coupes sombres dans le niveau de vie des travailleurs.

Cependant, tout ne marcha pas comme prévu. Deux coalitions dominées par l'"extrême-gauche" réussirent à surmonter les barrières à l'inscription et présentèrent des candidats avec à leur tête des personnalités bien connues. Et quand, à la mi-mai, quelques semaines avant la date prévue des élections, le gouvernement essaya à nouveau de décréter le programme d'austérité, la manœuvre échoua et les masses répondirent par la grève la plus combative de l'histoire péruvienne. Quand, après cela, Morales exila 13 dirigeants oppositionnels, principalement des dirigeants pseudo-trotskyistes, maofistes et des dirigeants syndicaux, cela rendit les ouvriers encore plus furieux. Aussi, lorsque les élections eurent lieu le 18 juin, bien que la droite remportât une victoire prévisible, l'ensemble des voix de la gauche totalisait 25%, plus du double de tous les résultats précédents. 13% revenaient au Frente Obrero, Campesino, Estudiantil y Popular (FOCEP) dirigé par le leader paysan auto-proclamé trotskyste Hugo Blanco, distançant de loin le PC pro-Moscou qui soutient la junte.

Confrontés avec les plans de Morales Bermudez pour une "Assemblée constituante" bidon sans pouvoirs réels, n'ayant simplement que la possibilité de définir une Constitution incorporant diverses réformes (ainsi que le rôle bonapartiste de l'armée comme "gardienne de la démocratie"), des marxistes

Journal de la Spartacist League/US

**WORKERS  
VANGUARD**

Abonnement: 80F les 24 numéros

Spartacist Publishing Co. Box 1377 GPO,  
New York, N.Y. 10001, USA

auraient cherché à boycotter les élections en mobilisant les masses dans la lutte pour empêcher que ce vote honteux ne se tienne ou pour le discréditer complètement. Si cela était impossible en raison de l'état des réformistes, des petits groupes communistes de propagande auraient essayé de présenter des candidats dénonçant les plans de la junte visant à ériger une *douma* (c'est-à-dire un Parlement factice comme celui mis sur pied par le tsar Nicolas en réponse à la Révolution russe de 1905), et appelant à la place à une Assemblée constituante révolutionnaire qui devrait se former sur les cendres de la dictature militaire.



Fred Hurby/Intercontinental Press-Impracor

Juillet 1978, Cuadros (UDP), Blanco (FOCEP) et Aragon (PSR) à l'ouverture de l'Assemblée constituante.

A l'origine, le FOCEP de Blanco incluait comme un de ses quatre points programmatiques le mot d'ordre de "pas de soumission à l'Assemblée constituante régimentée par le gouvernement et antidémocratique" (*Intercontinental Press*, 3 juillet 1978). Cependant, après son gros succès aux élections du 18 juin, l'hétérogène bloc électoral d'"extrême-gauche" effectua un brusque tournant et commença à revendiquer que l'"Assemblée constituante régimentée et antidémocratique" satisfasse les revendications des masses ouvrières. Le 27 juillet, au cours de la session d'ouverture de l'Assemblée constituante, Blanco et sept autres députés du FOCEP présentèrent une motion demandant que cette Assemblée décrète qu'elle est elle-même le gouvernement :

"Considérant,

"Que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée envisage et résolve le problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies.

(...)

"L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la nation pour appliquer un plan d'urgence (...)."

— *Informations Ouvrières*, 9-23 août 1978

En premier lieu, la majorité bourgeoise de l'Assemblée — avec à sa tête l'APRA de Haya de la Torre, lié à la CIA, pseudo-populiste et violemment anticommuniste — n'est pas du tout opposée au gouvernement. Les nervis de l'APRA ont pris récemment pour habitude de frapper les manifestants et les grévistes qui se rassemblent devant l'Assemblée. Le bien informé *Latin American Political Report* (28 août 1978) résumait les tactiques de l'APRA comme "entre-

tenant les espoirs des masses *apristas* que l'Assemblée fera réellement quelque chose pour elles, tout en permettant en pratique au parti d'éviter de causer trop d'embarras au gouvernement".

Quant à l'autre important parti capitaliste de l'Assemblée, le Parti populaire chrétien (PPC) réactionnaire, il blâme les crises économiques du pays qu'il attribue aux déficits accumulés des industries nationalisées et demande leur retour à leurs anciens propriétaires. En plus, le dirigeant du PPC, Bedoya, est un admirateur ouvert du dictateur chilien Pinochet. La majorité bourgeoise de cette "Assemblée constituante" factice est donc, plutôt, à la droite même de l'actuel gouvernement Morales Bermudez, sans mentionner la junte militaire de Velasco Alvarado. Cependant, c'est à cette Assemblée que le FOCEP demande de remplacer les généraux et "de résoudre le problème de la libération du joug de l'impérialisme" !

Notre appel à une Assemblée constituante révolutionnaire au Nicaragua, au Chili et au Pérou aujourd'hui a eu pour précédent historique la position de Trotsky dans la première phase de la révolution espagnole des années 30. Espérant apaiser le mécontentement révolutionnaire, la monarchie s'était décidée à convoquer des Cortes (Parlement) début 1931. Trotsky préconisait le boycott de cette Assemblée et écrivait :

"Mais, même s'ils boycottent les Cortes de Berenguer, les ouvriers avancés devraient leur opposer le mot d'ordre de *Cortes constituantes révolutionnaires*. Nous devons démasquer impitoyablement le caractère charlatanesque du mot d'ordre de *Cortes constituantes* dans la bouche de la bourgeoisie de 'gauche' qui, en réalité, ne veut que des Cortes de *conciliation*, par la grâce du roi et de Berenguer, en vue d'un marchandage avec les vieilles cliques dirigeantes et privilégiées. Une véritable Assemblée constituante ne peut être convoquée que par un gouvernement révolutionnaire, à la suite d'un soulèvement victorieux des ouvriers, des soldats et des paysans."

★ ★ ★ ★

Au Chili, nous avons appelé à une Assemblée constituante révolutionnaire au début de l'année 1978 lorsque les démocrates chrétiens commencèrent à parler d'écarter Pinochet et de le remplacer par une junte militaire "améliorée". Nous avons souligné que l'appel à une Assemblée constituante n'est pas un élément essentiel du programme marxiste dans les pays de tradition démocratique bourgeoise, mais plutôt un moyen d'exploiter la peur de la classe dirigeante d'un déferlement des masses ouvrières dans les rues ; et que cela ne niait ou ne conditionnait en aucune façon notre appel à la révolution prolétarienne pour écraser la junte :

"Opposés aux adaptations réformistes du programme de la bourgeoisie, nous, trotskystes, nous avançons la revendication d'une Assemblée constituante avec des pleins pouvoirs, élue directement et secrètement au suffrage universel. Une véritable Assemblée constituante, par définition, pourrait seulement être convoquée dans des conditions de pleines libertés démocratiques, permettant la participation de tous les partis de la classe ouvrière. Cela requiert donc comme précondition le renversement révolutionnaire de la junte, quelque chose que la DC [Démocratie chrétienne] et les réformistes, en dépit de leur liste interminable de revendications démocratiques, négligent de mentionner. (...)

"Dans les pays à tradition démocratique bourgeoise et où la classe ouvrière est politiquement avancée, tel le Chili, l'appel à une Assemblée constituante n'est pas un point fondamental du programme prolétarien.

Ainsi, à la suite de la prise du pouvoir par la junte, la TSI [tendance spartaciste internationale] n'avancait pas ce mot d'ordre. Nous l'avancions maintenant de manière tactique contre les efforts de la bourgeoisie, aidée par ses agents dans le mouvement ouvrier, pour réaliser un pacte avec des secteurs de l'armée. Notre but est de dévoiler la peur qu'a la bourgeoisie de la démocratie révolutionnaire."

— Organizacion Trotskista Revolucionaria de Chile, "Condemn Pinochet Plebiscite!", *Workers Vanguard* n° 190, 27 janvier 1978

★ ★ ★ ★

L'actuelle crise iranienne appelle une autre précision du mot d'ordre d'Assemblée constituante : nous appelons à une Assemblée constituante souveraine et *laïque*. La puissante opposition musulmane intégriste dirigée par l'ayatollah Khomeiny demande la restauration de la Constitution de 1906 ; cette dernière inclut un amendement de 1907 instaurant un conseil de notables musulmans pour s'assurer que les lois votées par le Parlement sont conformes au code législatif islamique, la *sharriat*. En fait, une telle Assemblée constituante théocratique mettrait hors-la-loi, comme infidèles, les partis ouvriers se réclamant du marxisme et institutionnaliserait l'oppression barbare des femmes dans la culture musulmane.

Cependant, tout le reste de la gauche américaine et européenne (sans parler des Iraniens) a simplement été à la traîne des mullahs, couvrant leur programme réactionnaire de cléricalisme musulman pour être avec les masses. Elle a donc également adopté le programme de Khomeiny, y compris l'appel à un retour à la Constitution de 1906-1907. Cela est particulièrement vrai du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis pseudo-trotskyiste qui s'est fait ces derniers temps le champion des Assemblées constituantes, partout et en tout lieu, comme solution universelle "démocratique conséquente" à l'oppression des masses.

Dans un récent article comparant la situation actuelle en Iran à la Russie de 1917, le SWP décrit les soviets comme un simple *moyen* pour obtenir des revendications démocratiques, et notamment l'Assemblée constituante :

"Ils [les bolchéviks] ont appelé à ce que la Russie ne participe plus à la guerre impérialiste, et au partage immédiat de la terre entre les paysans. Et ils ont fait campagne pour la convocation rapide de l'Assemblée constituante pour assurer le remplacement du régime tsariste par un autre, démocratiquement choisi.

"Afin de lutter pour ces revendications, les bolchéviks ont appelé à un développement des soviets, des comités d'usines et autres organes développés par les masses dans leurs luttes dans tout le pays."

— *Militant*, 1 décembre 1978

Nulle part dans l'article, le SWP n'a même mentionné que Lénine et Trotsky ont lutté pour que les soviets

prennent le pouvoir ; au lieu de cela, il a écrit simplement que les délégués ouvriers et paysans à l'Assemblée constituante auraient appelé à une République ouvrière et paysanne. Ceci est un appel à peine voilé à la traditionnelle perspective menchévique-stalinienne de la révolution "par étapes" : d'abord l'Assemblée constituante, plus tard le gouvernement ouvrier et paysan.

Alors que le SWP court après le saint homme Khomeiny, oubliant "tout le pouvoir aux soviets" pour le remplacer par "convocation rapide d'une Assemblée constituante [théocratique]", la Spartacist League (SL) a exigé : A bas le chah ! A bas les mullahs ! Pour une Assemblée constituante souveraine et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les soviets en Iran !

★ ★ ★ ★

Cependant, l'exemple le plus criant du crétinisme du SWP à propos de l'Assemblée constituante ces dernières années a été donné au moment crucial du soulèvement de la classe ouvrière au Portugal en été 1975. A ce moment-là — alors que les commissions ouvrières, les assemblées populaires et plusieurs autres formes localisées et embryonnaires de double pouvoir étaient en train de surgir dans tout le pays — ces pseudo-trotskyistes faisaient de la défense de la démocratie contre la dictature militaire l'axe de leur programme pour le Portugal. En particulier, ils appelaient à la défense de la "souveraineté" de l'Assemblée constituante contre les officiers de gauche du Mouvement des Forces armées (MFA), allié au Parti communiste portugais (PCP). Alors qu'à ce moment précis, la bourgeoisie internationale s'acharnait à mobiliser un soutien aux forces contre-révolutionnaires au Portugal sur exactement le même thème.

Dans sa résolution sur le Portugal, adoptée le 30 août 1975, la Fraction léniniste-trotskyiste (FLT), dirigée par le SWP dans le SU, écrivait :

"La tâche fondamentale est d'amener les travailleurs à rompre avec leur subordination au Mouvement des Forces armées et d'affirmer leur droit à mettre au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan.

"La lutte aujourd'hui se centre sur la souveraineté de l'Assemblée constituante, dans laquelle les partis ouvriers ont une majorité absolue substantielle, et qui est le seul organe national jusqu'ici élu par le peuple. Cela est opposé à la souveraineté d'une hiérarchie militaire non élue qui constitue l'actuel gouvernement."

— "The Key Issues in the Portuguese Revolution", *International Press*, 20 octobre 1975

L'appel à défendre la souveraineté de l'Assemblée constituante est répété tout au long du document. Par contre, nulle part la fraction dirigée par le SWP n'appelle à généraliser les formes embryonnaires du pouvoir ouvrier et à les centraliser dans les soviets. Au contraire, tout propos de ce type est dénoncé comme une diversion :

"Le processus révolutionnaire n'a pas atteint un point où des formes claires de pouvoir ouvrier ont émergé (...).

"Les schémas ultra-gauches de 'conseils révolutionnaires' conçus en opposition à l'Assemblée constituante font le jeu des démagogues militaires."

Etait-ce vraiment un cas de dictature militaire contre une démocratie parlementaire ? La résolution fut écrite au moment où une racaille contre-révolutionnaire dans le nord du Portugal saccageait les locaux du PCP (un fait que le *Militant* a mis seulement

## Kommunistische Korrespondenz

Publication de la  
Trotzkistische Liga Deutschlands

Prix: 3F

Postfach 1 67 47 6000 Frankfurt/Main 1

trois semaines à mentionner ; après quoi il tenta de les excuser en expliquant que, puisque le PCP était le soutien principal de l'armée, "il était inévitable que de telles mobilisations de masse expriment des sentiments anticommunistes" ; au même moment, le dirigeant du Parti socialiste portugais (PSP), Mario Soares, fulminait contre les "pouvoirs parallèles" tels que les comités de soldats et les milices ouvrières. En fait, ce qui se passait était une attaque internationalement coordonnée contre le gouvernement PCP-MFA *venant de la droite*, financée par l'impérialisme US (qui a admis plus tard qu'à ce moment-là il avait arrosé le PS de Soares de plusieurs millions de dollars par mois) et dont le but réel était d'écraser les premiers signes de double pouvoir qui étaient en train de se développer.

Le SWP s'est tout à fait rallié à cette offensive anti-communiste, en avançant comme mot d'ordre central "Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante !". (Il refuse cette interprétation de leur mot d'ordre, mais c'est ce que la défense de la "souveraineté" de l'Assemblée constituante signifie en réalité.) Evidemment, il y a ajouté une feuille de vigne, argumentant que "l'expression concrète de la souveraineté populaire à travers l'Assemblée constituante" serait "l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan", ou plus spécifiquement un gouvernement PS-PC. Cependant, dans les faits, la majorité opérationnelle de l'Assemblée était celle du PS de Soares allié aux partis bourgeois de droite contre le PCP. Le SWP prétendait que les socialistes seraient démasqués s'ils refusaient de former un tel gouvernement ; entre-temps, cependant, la majorité effective de cet organe de pouvoir bourgeois, dont le SWP défendait la souveraineté, continuait à prendre ses mesures dirigées contre les acquis du mouvement ouvrier !

★ ★ ★ ★

Comme nous l'avons expliqué plus haut dans cet article, à de nombreuses occasions, comme Trotsky, nous avons été obligés de spécifier que nous appelions à une Assemblée constituante *révolutionnaire*, pour l'opposer aux manoeuvres conciliatrices des forces bourgeoises d'opposition. Un endroit où nous n'avons pas appelé à un tel organe, c'était le Portugal en juillet-août 1975, ce qui nous a valu les critiques du Revolutionary Marxist Committee (RMC), un groupe shachtmaniste qui a connu depuis sa grande heure réformatrice dans le SWP. Dans une série d'essais intitulée "Les problèmes de la révolution portugaise" (*Revolutionary Marxist Papers*, 7 mars 1976), écrite avant sa fusion social-démocrate avec Jack Barnes et Cie, le RMC trouvait la capitulation du SWP devant Soares trop dif-

ficile à digérer, mais critiquait la SL pour avoir condamné le rôle méprisable des socialistes comme fer de lance d'une mobilisation réactionnaire (une "coalition rouge-brune de fait", comme nous l'avons appelée).

La réponse, disait le RMC, était que les révolutionnaires portugais devaient centrer leur agitation sur la revendication d'Assemblée constituante révolutionnaire. Ils ont consacré plusieurs pages aux pouvoirs transcendants de ce mot d'ordre, affirmant à un moment :

"Si les partis ouvriers s'étaient battus de façon conséquente pour tous les droits démocratiques — y compris en particulier pour une Assemblée constituante révolutionnaire — alors aucun des quartiers généraux du PC n'aurait été brûlé."

En réalité, ce *deus ex machina* n'était qu'une couverture de leur véritable politique, semblable à celle du SWP, de défense de la "souveraineté" de l'Assemblée constituante existante; le RMC cherchait seulement une façon de prétendre qu'il ne se limitait pas à la revendication de tout le pouvoir à la majorité anti-communiste socialiste et bourgeoise de l'Assemblée.

Dans tous les cas, la question n'était pas d'appeler à de nouvelles élections pour un corps législatif plus radical basé sur le suffrage universel. La base potentielle pour une opposition révolutionnaire à la tutelle bonapartiste du MFA n'était pas l'Assemblée constituante, mais le développement et la coordination des organes potentiels de type soviétique qui apparaissaient alors. Ainsi, nous exigeons :

"Construire et unifier les conseils ouvriers dans tout le pays, en englobant les commissions ouvrières, les comités populaires de surveillance, les comités de soldats, les commissions de quartiers et de travailleurs agricoles afin de lutter pour le pouvoir !"

— "Program for Workers Power in Portugal", *Workers Vanguard* n° 80, 10 octobre 1975

Mais pour les sociaux-démocrates du RMC, ceci était "tragiquement erroné". Puisqu'"il n'y a pas de soviets réels au Portugal aujourd'hui", la tâche était de soutenir les forces de la "réaction démocratique" en défense du parlementarisme bourgeois contre le bonapartisme militaire. Lorsqu'ils admettent l'existence de "maigres embryons de futurs soviets" (affirmation ô combien prosaïque — comme si de tels organes de lutte apparaissaient tous les jours !), c'est seulement pour affirmer qu'ils "devraient devenir l'expression organisationnelle de la lutte pour la convocation d'une Assemblée constituante révolutionnaire". Il n'est donc pas surprenant que le RMC ait rejoint par la suite le SWP. Leur mariage a été consacré sur l'autel du crétinisme parlementaire et de l'hostilité au pouvoir des soviets.

Il y a un autre aspect, plus curieux, de la fascination que la revendication d'Assemblée constituante au Portugal exerce sur le SWP : l'appel à un gouvernement ouvrier et paysan basé sur une Assemblée constituante. Aux environs de cette période, leurs partisans portugais ont publié un petit livre rassemblant plusieurs écrits de Trotsky sur l'Assemblée constituante. Et dans plusieurs articles sur la Chine, Trotsky soulevait en effet la possibilité d'un gouvernement soviétique convoquant une Assemblée constituante :

"Si le prolétariat groupe autour de lui la paysannerie pauvre sous les mots d'ordre démocratiques (la terre, l'Assemblée nationale, etc.) et renverse par assaut les forces conjointes de la dictature militaire de la bourgeoisie, alors, arrivé au pouvoir, le prolétariat serait obligé de convoquer l'Assemblée nationale,

**Abonnez-vous!**

**LE BOLCHEVIK**

les 6 numéros: 12F  
(y compris Spartacist)

Le Bolchévik B.P. 421 09  
75424 Paris Cédex 09

afin de ne pas provoquer la méfiance de la paysannerie et de ne pas laisser le champ libre à la démagogie de la bourgeoisie."

— "Lettre à l'opposition de gauche chinoise", janvier 1931

Mais Trotsky ne présente pas plus ici qu'ailleurs l'Assemblée constituante comme une forme organisationnelle possible pour la dictature du prolétariat ; c'est une invention des ex-trotskyistes qui déforment le mot d'ordre bolchévique de gouvernement ouvrier et paysan en un appel à un gouvernement de réforme de l'Etat bourgeois. Trotsky parle d'une Assemblée nationale constituante comme d'un *scutien* de plus au pouvoir prolétarien : "L'avantage consistera en ceci que le système soviétique trouvera la sanction formelle de l'Assemblée nationale (...)".

De plus, ce cas hypothétique se référerait à la Chine où une vaste majorité de paysans pouvait être mobilisée contre les bourgeois compradores, seigneurs de la guerre, propriétaires terriens au pouvoir, par une direction léniniste sachant employer des mots d'ordre démocratiques révolutionnaires. Au Portugal, d'autre part, la majeure partie de la paysannerie (*pas* les travailleurs agricoles dirigés par le PCP) est constituée de petits propriétaires qui ont souvent été mobilisés par la droite contre la classe ouvrière radicalisée de la région de Lisbonne.

La Spartacist League a appelé à une Assemblée constituante au Portugal pour mobiliser les aspirations à la démocratie d'une population qui avait souffert pendant presque la moitié d'un siècle de la dictature salazariste-corporatiste, et comme expression de l'opposition à l'ordre bonapartiste militaire, même sous la rhétorique de gauche du MFA. Mais dans le cas concret d'une mobilisation de droite pour la "démocratie" au milieu de l'année 1975, nous n'avons soutenu ni les capitaines populistes devenus des généraux, ni la majorité de droite de l'Assemblée constituante, mais appelé à une défense ouvrière unitaire des locaux des partis de gauche et à l'extension et la centralisation des organes naissants du pouvoir ouvrier (voir "SWP/OCI Tail Counterrevolution in Portugal", *Workers Vanguard* n° 75, 29 août 1975).

★ ★ ★ ★

Les événements du Portugal n'étaient pas un phénomène isolé, pas plus que le conflit entre une chose appelée Assemblée constituante et les commissions ouvrières/comités de soldats. En fait, en tant que révolutionnaires prolétariens (et non démocrates bourgeois), nous n'exigeons pas toujours la souveraineté d'une Assemblée constituante donnée.

Dans un soulèvement révolutionnaire, un gouvernement provisoire faible peut être forcé de faire des concessions économiques aux travailleurs et de tolérer pendant un temps des organes de double pouvoir. Une Assemblée constituante peut alors devenir un instrument de la bourgeoisie pour faire dévier la révolution. Les votes d'une population rurale arriérée peuvent donner une Assemblée constituante bien plus à droite que le gouvernement provisoire qui est soumis à la pression directe des parties combattives de la classe ouvrière centrées sur les villes. Et, en se proclamant représentant de la volonté démocratique populaire, l'Assemblée peut être bien mieux à même de mobiliser contre l'avant-garde prolétarienne qu'un gouvernement provisoire sans autorité. C'était la situation au Portugal en été 1975.

De semblables situations se sont produites pendant les révolutions françaises classiques de 1789-92 et de 1848. En juin 1789, l'Assemblée nationale est née lorsque le Tiers-Etat convoqué par Louis XVI refusa d'être démis par ordre royal et se retira dans la salle du Jeu de Paume à Versailles pour tenir des sessions indépendantes. Mais ce n'était qu'un geste. L'Assemblée ne fut reconnue comme organe de pouvoir qu'après la révolte plébéienne à Paris qui culmina le 14 juillet avec la prise de la Bastille. Aussi, de ces révolutions classiques à nos jours, la revendication d'Assemblée constituante a toujours eu un contenu po-



Un local du PC portugais saccagé en été 1975 au nom de la lutte pour la « démocratie ».

pulaire révolutionnaire démocratique, directement opposé à toute tentative de temporiser avec l'ancien régime ou de le réformer.

Cependant, en été 1792, l'Assemblée nationale était devenue une chaîne qui entravait le développement de la révolution et protégeait la monarchie. Le 10 août de cette année, les représentants du peuple parisien formèrent une commune révolutionnaire alors que des colonnes marchaient sur le Palais des Tuileries pour chasser le roi. La commune, sous la direction de Robespierre, força l'Assemblée à "suspendre" le roi et à appeler à des élections pour une nouvelle Assemblée constituante révolutionnaire et réellement démocratique, basée sur le suffrage universel, la Convention. Les crétins parlementaristes du SWP auraient sans doute dénoncé l'action de la commune comme l'action non-démocratique d'une minorité ultra-gauche isolée à Paris. Heureusement, Robespierre était un révolutionnaire plutôt qu'un adorateur de la légalité bourgeoise.

La Révolution française avortée de 1848, d'autre part, fournit un exemple de comment une Assemblée constituante peut devenir un organe de "contre-révolution démocratique". Le gouvernement provisoire mis sur pieds à la suite de la révolution de février était directement soumis à la pression du prolétariat parisien et était très à la gauche de l'Assemblée nationale constituante élue en avril. Reflétant les vues plus arriérées de la majorité paysanne de la nation, cet organe était dominé par le Parti de l'Ordre et constitué principalement de vieux monarchistes. Après que les représentants ouvriers aient été expulsés du comité exécutif dans les journées décisives de juin, le gouvernement reconstitué provoqua une insurrection des travailleurs parisiens réprimée dans le sang par le boucher Cavaignac, qui, au nom de l'As-

semblée, exécuta plus de 20.000 personnes (voir "The French Revolution of 1848", *Young Spartacus* n° 50, janvier 1977).

Là comme en Allemagne en 1918-19, la classe ouvrière s'est trouvée de l'autre côté des barricades face non pas à une dictature absolutiste, mais aux champions de la démocratie bourgeoise. Marx et Engels étaient du côté du prolétariat contre les forces de la réaction démocratique, et c'est l'expérience de 1848-49 qui, la première, forma la conception de Marx de la dictature du prolétariat. Lénine a approfondi la compréhension marxiste de la différence de classe entre démocratie bourgeoise et démocratie ouvrière, tandis que Kautsky continuait à parler de démocratie abstraite, condamnant les bolchéviks pour avoir dispersé, en janvier 1918, l'Assemblée constituante en Russie.

En tant que trotskystes, nous affirmons que l'Assemblée constituante n'est qu'une revendication démocratique révolutionnaire parmi d'autres, subordonnée aux intérêts d'ensemble de la révolution prolétarienne. Contrairement au SWP social-démocrate, nous soutenons avec Lénine ses "Thèses sur l'Assemblée constituante" de décembre 1917 qui constituent une puissante synthèse du point de vue marxiste sur la démocratie bourgeoise :

"1. Il était parfaitement légitime que la social-démocratie révolutionnaire inscrivit à son programme la convocation de l'Assemblée constituante parce qu'elle est, en république bourgeoise, la forme supérieure de la démocratie, et parce que la république impérialiste dirigée par Kérénski, en créant le parlement, préparait une falsification des élections et une série d'atteintes à la démocratie.

"2. En revendiquant la convocation de l'Assemblée constituante, la social-démocratie révolutionnaire, dès le début de la révolution de 1917, a souligné à maintes reprises que la république des Soviets est une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise habituelle avec Assemblée constituante.

"3. Pour passer du régime bourgeois au régime socialiste, pour instaurer la dictature du prolétariat, la

République des Soviets (des députés ouvriers, soldats et paysans) n'est pas seulement une forme plus élevée d'institutions démocratiques (...), mais c'est la seule forme capable d'assurer le passage le moins douloureux possible au socialisme.

"14. (...) Le cours des événements et le développement de la lutte de classes dans la révolution ont fait que le mot d'ordre 'tout le pouvoir à l'Assemblée constituante', qui ne tient compte ni des conquêtes de la révolution ouvrière et paysanne, ni du pouvoir des Soviets, ni des décisions du IIe Congrès des Soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, du IIe Congrès des députés paysans de Russie, etc., est devenu pratiquement le mot d'ordre des cadets, des kalédi-niens et de leurs complices. (...)

"16. Il résulte de l'ensemble de ces faits que l'Assemblée constituante, convoquée d'après les listes des partis qui existaient avant la révolution prolétarienne et paysanne, sous la domination de la bourgeoisie, entre nécessairement en conflit avec la volonté et les intérêts des classes laborieuses et exploitées qui ont déclenché le 25 octobre la révolution socialiste contre la bourgeoisie. Il est naturel que les intérêts de cette révolution l'emportent sur les droits formels de l'Assemblée constituante (...).

"17. Toute tentative, directe ou indirecte, de considérer l'Assemblée constituante d'un point de vue juridique, purement formel, dans le cadre de la démocratie bourgeoise habituelle, sans tenir compte de la lutte de classe et de la guerre civile, équivaut à trahir la cause du prolétariat et à se rallier au point de vue de la bourgeoisie. (...)"

Voilà le programme révolutionnaire qui unifie notre appel à une Assemblée constituante *révolutionnaire* au Chili, au Nicaragua et au Pérou ; notre appel à une Assemblée constituante souveraine et laïque en Iran ; et notre refus d'appeler à la défense de la souveraineté de l'Assemblée constituante portugaise, ou à une "Assemblée constituante révolutionnaire" au Portugal en juillet-août 1975. C'est le programme de l'indépendance marxiste par rapport à toutes les ailes de l'ennemi de classe, et du dévouement militant aux intérêts révolutionnaires des exploités et des opprimés dirigés par l'avant-garde communiste prolétarienne.

*Adapté de Workers Vanguard n° 221*

## Vietnam...

*Suite de la page 7*

d'inquiéter tous ceux qui ont apporté leur soutien à la résistance vietnamienne".

Face au suivisme éhonté de la majorité du Secrétariat unifié (SU) par rapport à Ho Chi Minh, la position du Socialist Workers Party (SWP), qui caractérisait à juste titre la direction vietnamienne comme stalinienne, pourrait à première vue paraître plus orthodoxe. En fait, les réticences du SWP découlaient simplement de ses appétits envers la bourgeoisie libérale : pour réaliser un bloc avec cette dernière sur le seul mot d'ordre de "Terminez la guerre maintenant", le SWP s'est refusé pendant toute la guerre du Vietnam à en avancer le caractère de classe, et à demander la victoire du FNL et la défaite de son propre impérialisme. Et c'est cette politique de collaboration de classe que l'Organisation communiste internationaliste (OCI) qualifie aujourd'hui d'"exemplaire" !

Par capitulation devant les staliniens pour les uns, devant leur propre bourgeoisie pour les autres, majorité et minorité du Secrétariat unifié s'accordaient à refuser la construction d'un parti trotskyste au Vietnam. A l'occasion du Xe Congrès mondial, le Groupe bolchévique-léniniste vietnamien (qui aujourd'hui ca-

pitule totalement devant la bureaucratie au Vietnam) adressait une lettre au SU qui non seulement ne reçut pas de réponse, mais que la direction de la LCR refusa même de faire connaître à ses propres militants et de discuter :

"Nous vous demandons de faire connaître notre existence aux sections et de discuter les questions suivantes :

1) L'Internationale devrait-elle s'intéresser à un groupe trotskyste vietnamien qui est resté loyal à l'Internationale et qui a poursuivi son travail malgré d'énormes obstacles dans les conditions les plus difficiles ?

2) Devrions-nous travailler à la création d'une section de la Quatrième Internationale au Vietnam ?

Une réponse à ces deux questions résoudrait déjà la moitié du débat en cours sur le problème du Vietnam." (Février 1974)

La question cruciale au Vietnam reste la construction d'un parti trotskyste luttant pour la défense inconditionnelle des acquis de la révolution contre l'impérialisme et pour la révolution politique renversant la bureaucratie. Les complices des staliniens et ceux de la campagne de guerre froide de Carter ne peuvent ni ne veulent construire un tel parti, dont la création ne peut qu'aller de pair avec la renaissance de la Quatrième Internationale pour laquelle combat la tendance spartaciste internationale. ■

## Allemagne...

Suite de la page 16

Cette adaptation au stalinisme n'avait pourtant pas empêché les pablistes de capituler également devant la social-démocratie allemande au sein de laquelle ils pratiquaient l'entrisme. Et c'est bien cet aspect-là de leur politique que leur section allemande, le Gruppe Internationaler Marxisten (GIM), veut retenir aujourd'hui. Son journal *Was tun* a reproduit un article paru en juillet 1953 dans la revue entriste *Pro und Contra*, évoquée avec une nostalgie dont les accents devraient toucher l'IAK : "Elle paraissait — c'était encore possible à l'époque — comme organe de la gauche marxiste qui était membre du parti social-démocrate". Les termes même de cet article de Mandel, intitulé *L'heure de la social-démocratie allemande*, devraient avoir des consonances familières pour les militants de l'IAK :

"Une victoire électorale social-démocrate serait notre premier apport modeste, mais non moins important, à la même cause pour laquelle les habitants de Berlin-Est ont combattu si courageusement le 16 et le 17 : la cause du socialisme démocratique, contre toute forme d'exploitation et d'oppression !

"(...) Des élections libres, secrètes et générales dans toute l'Allemagne signifient, avec une politique juste du SPD, une majorité absolue pour la social-démocratie allemande, le premier gouvernement purement social-démocrate dans l'histoire allemande."

— *Was tun* n° 216, 29 juin 1978

On voit ce que valaient les protestations des dirigeants du Secrétariat unifié (SU) lors des Journées d'Etudes de l'OCI qui, face à l'insistance de l'OCI sur l'"unité sans condition", ont cherché à se donner une image de gauche en se disant, *ewr*, pour la réuni-

fication *socialiste* : dans un tract sur l'unité allemande lors du dernier anniversaire du 17 juin 1953, diffusé à Francfort, le GIM appelait lui aussi à "des élections libres dans toute l'Allemagne", et à "un gouvernement basé sur la confiance des travailleurs". Son appel à ce que la RDA quitte le Pacte de Varsovie exprime sans ambiguïté son refus de défendre les acquis d'Octobre. L'IAK et le GIM sont décidément faits pour s'entendre dans leur trahison commune de la révolution allemande.

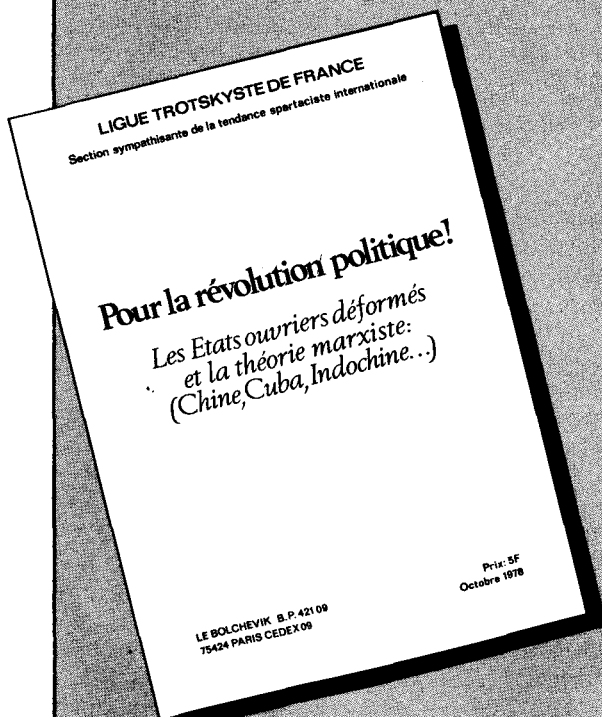
A l'encontre des traîtres du SU et du Comité d'Organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI), les trotskystes ne laisseront pas la bourgeoisie résoudre la question allemande à sa façon : celle de la destruction militaire de l'Etat ouvrier déformé à l'est. Ils n'abandonneront pas à l'impérialisme et à la social-démocratie anticommuniste la lutte contre la bureaucratie stalinienne. Ainsi que l'écrivaient nos camarades de la *Trotzkistische Liga Deutschlands* :

"Dans un futur 'printemps' de Berlin, il s'agira de lutter contre toutes les illusions social-démocrates, contre toutes les tentatives de percée de la bourgeoisie au moyen de ses agents dans le mouvement ouvrier, mais aussi contre toutes les tendances restaurationnistes dans la bureaucratie en RDA même, pour le programme révolutionnaire du trotskysme."

— *Kommunistische Korrespondenz*  
n° 21, avril 1978

- Pour la création de partis trotskystes dans les deux parties de l'Allemagne !
- Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne dans la lutte pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !
- Pour la renaissance de la Quatrième Internationale !

## Une Brochure de la Ligue trotskyste de France



● La lutte de la Tendance révolutionnaire dans le SWP sur la question cubaine

● James P. Cannon : "Nous sommes le parti de la Révolution russe !"

● Léon Trotsky : "La guerre des paysans en Chine et le prolétariat"

● Indochine : révolution déformée

**PRIX : 5F**

**PRIX PORT INCLUS : 8F**

**Commande:**

**Le Bolchévik B.P. 42109  
75424 Paris Cédex 09**

# Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne !

La question de la révolution allemande a toujours été considérée par les trotskystes comme une question cruciale pour la victoire de la révolution prolétarienne en Europe. Avec la division de l'Allemagne en un Etat impérialiste et un Etat ouvrier déformé, elle a acquis une dimension supplémentaire : celle de la réunification révolutionnaire de l'Allemagne qui concentre la question de la révolution sociale contre le capital à l'ouest et celle de la révolution politique contre la bureaucratie à l'est.

En Allemagne, la position trotskyste de défense des acquis du prolétariat acquiert une importance immédiate du fait que la bourgeoisie allemande cherche à utiliser le sentiment d'unité nationale pour ses appétits annexionnistes envers la restauration du capitalisme à l'est. De plus, la division de l'Allemagne et les atrocités staliniennes ont énormément renforcé l'emprise du SPD anticommuniste, agence de cette bourgeoisie dans la classe ouvrière, sur les travailleurs à l'ouest comme à l'est. La révolution allemande passera nécessairement par la destruction du SPD contre-révolutionnaire ; il faut construire des partis trotskystes dans les deux parties de l'Allemagne, en arrachant les masses à l'influence des Noske et des Scheidemann, et en les mobilisant sur le programme de la réunification révolutionnaire de l'Allemagne.

Face à ce test décisif que représente la question allemande, l'Organisation communiste internationale (OCI) et ses prolongements internationaux ont donné la pleine mesure de leur stalinophobie opportu-



Der Spiegel

L'instrument d'une « réunification sans conditions » : l'armée impérialiste d'Allemagne de l'Ouest.

niste. On connaît bien l'expression de cette stalinophobie à travers la politique de l'OCI face aux "dissidents" ; l'adaptation de l'OCI à la social-démocratie la met à la traîne de la campagne impérialiste de Carter : elle renonce en fait à la défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénéré contre l'impérialisme pour se faire le champion acritique d'oppositionnels qui appellent l'impérialisme à rétablir la "démocratie" à l'est.

Il était pourtant possible de faire pire encore : c'est ce que l'OCI et son pseudopode local, le groupe Internationale Arbeiter Korrespondenz (IAK), ont prouvé en Allemagne en appelant au "droit du peuple allemand à réaliser son unité sans condition" (*Informations Ouvrières* n° 878, 6-13 décembre 1978). Sa capitulation honteuse devant le SPD anticommuniste amène l'IAK à la position criminelle d'appeler à la réunification de l'Allemagne par le SPD, à travers des élections libres dans toute l'Allemagne — appel qui, dans les conditions actuelles en Allemagne, *revient purement et simplement à demander la restauration du capitalisme en RDA.*

Lorsque l'IAK constate l'influence du SPD sur les travailleurs allemands, ce n'est pas pour tenter de le détruire, mais bien au contraire pour renforcer les illusions des ouvriers et pour demander sa reconstruction en RDA :

"Lutte pour le droit de s'organiser de façon indépendante, libre et unitaire, sur le plan national, au niveau syndical et politique — contre le capital et la bureaucratie, et cela signifie, s'organiser dans les syndicats du DGB [confédération syndicale allemande] et dans le SPD, élire les mêmes délégués syndicaux et conseils d'établissement indépendants qu'en Allemagne de l'Ouest (...)."

— Internationale Arbeiter Korrespondenz n° 56, avril-juin 1978

En Allemagne, comme partout où il leur est possible de voir dans la social-démocratie la réalisation de leur rêve kautskyste du "parti de toute la classe", les disciples de Lambert pratiquent dans ces partis le même "entrisme sui generis" que Michel Pablo préconisait dans les partis staliniens. L'IAK, par exemple, est complètement enfouie dans le SPD et les Jusos [Jeunesses socialistes], ne gardant à l'extérieur qu'un minuscule noyau autour du journal. Rien ne permet de distinguer ces militants des autres Jusos, si ce n'est une certaine propension à faire signer des pétitions et à envoyer des délégations aux représentants de la RDA.

Si l'OCI met aujourd'hui en avant ce dérisoire rejeton allemand dont elle avait plutôt tendance à traiter les prouesses avec discrétion, c'est qu'à l'heure des manoeuvres SU-CORQI elle cherche à utiliser la question allemande pour embarrasser Mandel et Cie qui avaient capitulé devant les staliniens lors du soulèvement des ouvriers de Berlin-Est en juin 53 au point de refuser d'appeler au retrait des troupes russes.

Suite page 15